

Subject: MSANEWS: Jean-Francois Legrain: Of the PLO's Weakness and Israel's Sincerity

```

  / / | / / _ / _ | / / | / / _ / | / | / / _ /
  / / | _ / \ \ _ | / / | _ / | | / | / \ \
  / / | _ / _ / | _ / | _ / | _ / | _ /

```

MSANEWS Home Page: <<http://www.mynet.net/~msanews/>>
 Comments to the Editors: <msanews-ed@faith.mynet.net>
 Submissions for MSANEWS: <msanews@faith.mynet.net>
 Problems with subscription: <msaosu@postbox.acs.ohio-state.edu>

Support MSANEWS, a project of learning and enlightenment
 "A Mind is a Terrible Thing to Waste"

Source: Direct Submission

Date: Wed, 23 Oct 1996

Titre (French): De la faiblesse de l'OLP, de la sincerite d'Israel

Title (English): Of the PLO's weakness and Israel's Sincerity

By: Jean-Francois Legrain

CNRS/Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient
 Contemporain, Amman. Author, "Les Voix du soulèvement," Le Caire,
 CEDEJ (BP 494, Dokki), 1991.

SUMMARY:

At the historical juncture of mutual recognition between the State of Israel and the Palestine Liberation Organization (PLO), and the signing of "Gaza-Jericho first", what one conclude is that the events in Palestine revolved around three central forces: The death of the Intifada as a mass movement and an expression of civil disobedience; multiplication and aggravation of the PLO crises, resignations and dismay at the way Yasser Arafat runs the institutional structures of the PLO; and the re-enforcement of the capacity of seduction of Palestinian Islamism with the creation of HAMAS by the Muslim Brothers leaving a "quietist" past formulating resistance on the basis of a combination of religion and patriotism (read nationalism) and adopting the politics of protest by closing all possible venues at discussion with Israel. In this context the decision by Rabin and Peres to sign with the Palestinians an anticipated autonomy accord saved Yasser Arafat, and a result the PLO, from their political disaster. The author, a French political analyst, ponders on this "strange display of humanism by the occupier". (eds.)

TEXT:

Le texte qui suit est la version originale, non coupee, de l'article paru dans Le Monde, Paris, 10 septembre 1993, sous le titre "De la faiblesse de l'OLP, de la sincerite d'Israel".

A la veille de l'annonce spectaculaire de l'imminence d'une reconnaissance mutuelle entre l'Etat d'Israel et l'OLP, et de la signature d'un accord d'autonomie sur "Gaza-Jericho d'abord", le constat que l'on pouvait dresser de la situation palestinienne tournait alors autour de trois idees forces:

1 - Mort de l'intifada. D'un mouvement de masse qui s'etait donne pour champ geographique l'ensemble des Territoires occupes en 67 mais pas au-dela, et qui s'etait auto-limite dans l'utilisation de la violence ("revolte des pierres"), on etait, en effet, passe a une violence exercee par de petits commandos de guerilla, echappant pour la plupart au controle des etats-majors politiques, ou par des individus desesperez, en Israel

dans bien des cas et a l'aide d'armes a feu et d'armes blanches. La desobeissance civile, coeur politique du soulèvement, n'était plus qu'un mythe: les policiers et fonctionnaires palestiniens n'avaient certes pas repris leur demission, mais les files d'attente devant les bureaux de l'administration "civile" etaient la preuve manifeste du renforcement de l'emprise de l'occupant via l'allongement de la liste des actes de la vie quotidienne sujets a autorisation préalable; la consommation des produits israeliens avait repris. L'intifada se trouvait ainsi piegee entre un sentiment de defaite et une routine absurde de symboles vides de tout sens: alors que tout le monde s'accordait sur l'inefficacite politique de la greve generale dans les conditions du moment comme sur les ravages economiques qu'elle entraînait, personne n'était en mesure de mettre fin a ce mode de mobilisation qui, en effet, avait constitue l'une des premieres manifestations massives de la rupture avec l'occupation normalisee. Dans un tel contexte, il fallait bien parler de mort de l'intifada au sens politique du terme, mort dont le signe clinique le plus decisif etait apparu des la Guerre du Golfe. En remettant leur sort entre les mains de Saddam Hussein, en effet, les Palestiniens avaient renonce a parvenir a un reglement politique de leur sort tel que le soulèvement le revendiquait; ils renouaient ainsi non pas avec le modele de liberation immediatement anterieur a l'intifada, la ou les Palestiniens eux-memes etaient censes mener leur propre combat politique et militaire, mais avec le modele ecule des annees 50-70 durant lesquelles ils s'etaient abandonnes entre les mains des regimes arabes.

2 - Multiplication et aggravation des crises de l'OLP. La vague recente de defections a servi de revelateur a la profondeur de la crise des instances dirigeantes de l'exterieur. Tous les demissionnaires, plus ou moins ouvertement, denoncaient le mepris affiche par Yasser Arafat envers les structures institutionnelles de l'OLP qui n'etaient plus reunies ou, convoquees, n'etaient appelees qu'a enteriner des decisions. Depuis les assassinats d'Abou Jihad en avril 88 et d'Abou Iyad en janvier 91, ses compagnons de combat fondateurs du Fatah, Arafat agissait seul, entoure de quelques rares conseillers, Abou Mazen, Yasser Abd Rabbo, Nabil Chaath et Abou Ala. Les critiques internes ebranlaient la cohesion de l'edifice sans toutefois amener le president a operer de profondes reformes de fonctionnement de sa centrale. L'opposition hostile au processus de paix, pour sa part, s'etait certes regroupee a 10 organisations mais se montrait incapable de se trouver une coherence, eclatee entre ceux qui contestaient la seule forme des negociations et ceux qui en refusaient la legitimité de principe, entre les forces laïques et marxistes, d'une part, et les islamistes de l'autre.

Dans les Territoires occupes, l'OLP connaissait un quasi effondrement de ses structures, clandestines comme officielles. "Coalition de combat" des 4 plus grandes organisations membres de l'OLP constituee debut 1988 a l'initiative de militants de l'interieur de second rang, le Commandement national unifie du soulèvement (CNU) avait su donner corps a la revendication populaire de contestation immediate et generale de l'occupation; depuis la guerre du Golfe, ses activites se reduisaient a la publication mensuelle d'un communique de mobilisation, ne suscitant plus aucun interet ni aupres de la population qui n'observait qu'a contre-coeur son calendrier de greves, ni aupres des autorites israeliennes qui, depuis belle lurette deja, ne daignaient meme plus chercher a le demembrer.

L'ensemble de l'appareil institutionnel public de l'OLP (presse, universites, hopitaux, associations de bienfaisance, etc.) se trouvait, par ailleurs, en situation de cessation de paiement suite aux reductions drastiques de financement en provenance de l'exterieur. L'appareil politique de l'interieur (mis a part le parti du peuple ex-communiste) connaissait egalement une crise due a l'incapacite de ses membres, emanations d'organisations de guerilla a l'origine, a se transformer en veritables partis politiques, alors meme que la lutte armee etait devenue un mythe, limitee a quelques operations ponctuelles dont la legitimité par rapport a la politique generale de l'OLP a obtenir liberation de la Palestine par les moyens diplomatiques n'avait jamais ete eclairee. Deux timides tentatives, au Fath avec les "Comites d'action politique" et au FDLP-Abd Rabbo, ont eu lieu sans cependant deboucher sur une prise en main des anciennes structures.

La seule réussite de l'OLP de l'intérieur avait été la mise en place, à l'initiative de Sari Nusseibeh, de "Comités techniques" dans le cadre desquels plus de 400 personnes, engagées, pour la plupart à titre bénévole, au titre de leur seule compétence professionnelle individuelle, travaillaient sur tous les dossiers techniques (électricité, routes, eau, santé, éducation, logement, etc.) en vue de l'autonomie; devenus les interlocuteurs des États dans leur coopération, ils servaient également de bureaux d'étude pour les délégués aux négociations multi-latérales. Confinés dans leur domaine d'expertise et leurs réseaux internationaux, ils échouaient cependant à se forger une forte légitimité au sein de la population plus que réticente à l'idée d'autonomie.

Les tensions au sein de la délégation palestinienne, enfin, depuis de longs mois déjà débordaient dans le domaine public. Une hétérogénéité de départ - notables survivant d'un autre temps, politiques organiques sans légitimité populaire et personnalités respectées - n'avait fait, en l'absence de concertation institutionnelle, qu'approfondir les divergences de fond, débouchant sur 1 - un rapide abandon de leur participation par les notables; 2 - le gel de la participation puis le retrait des communistes; 3 - la tension politique et personnelle des "têtes médiatiques" entre elles d'une part, et entre elles et Yasser Arafat d'autre part, dont les méthodes de travail se trouvaient publiquement dénoncées par la démission de trois de ses plus fidèles lieutenants.

3 - Renforcement de la capacité de séduction de l'islamisme palestinien.

Les Frères musulmans, par une conversion radicale opérée dans les premières semaines du soulèvement, étaient entrés dans les cercles de la résistance active à l'occupation à l'instar du Jihad islamique, la création de Hamas signifiant publiquement leur rupture avec un passé quietiste. Très vite, Hamas avait su tirer profit de la conjugaison patriotisme/religion et était parvenu à agréger autour de son noyau de militants décidés à se battre pour l'établissement d'une société islamique radicale une frange de proches de l'OLP et d'indépendants, moins sensibles à l'aspect religieux des objectifs du mouvement qu'aux thèmes de son discours sur la Palestine; tour à tour organe du radicalisme politico-religieux et porte-parole des exaspérés, Hamas était également parvenu, grâce à son passé fondamentaliste et pieux, à s'acquérir le soutien d'une partie des catégories les plus traditionnelles de la société inchonquable de la scène politique de l'Intérieur, Hamas allait trouver, grâce à l'ordre israélien de bannissement de 400 de ses partisans allégués en janvier dernier, une place sur la scène internationale tout autant qu'une légitimité accrue à l'intérieur, nouvelle figure emblématique du peuple palestinien à tout moment menacé d'être banni de sa propre terre.

Dans ce contexte, la fermeture à toute concession de fond adoptée par Israël dans les négociations de Washington s'insérait dans sa politique traditionnelle de refus. En deux ans, en effet, les Palestiniens ne pouvaient se rejouir que de gains formels. L'OLP, écartée des pourparlers par principe, était certes parvenue par une politique de petits pas à faire reconnaître publiquement le lien qui l'unissait à la délégation palestinienne exclusivement composée de résidents des Territoires occupés. Sur le fond cependant, le fossé entre Israéliens et Palestiniens demeurait aussi profond qu'au départ du processus: la reconnaissance par Israël de l'applicabilité de la résolution 242 du Conseil de sécurité n'entraînait en rien la reconnaissance du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État sur son propre sol, pas plus qu'elle n'impliquait un arrêt de la colonisation (qui s'intensifiait à Jérusalem-Est où la population juive l'emportait dorénavant sur la population arabe, tandis que, bien que ralentie, la colonisation des autres territoires se poursuivait portant ainsi à près de 300.000 le nombre total de colons); l'acceptation de la présence de membres de la diaspora palestinienne dans les négociations n'engendrait en aucun cas la reconnaissance de l'applicabilité de la résolution 194 sur le droit des réfugiés au retour ou à la compensation; l'intégration à la délégation de Faysal Husseini, résident de Jérusalem-Est, comme la

reconnaissance de "l'integrite geographique" des Territoires occupes n'ouvraient pas la discussion du statut de Jerusalem, interdite d'accès, par ailleurs, a la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza; la creation d'un groupe de travail sur la question des droits de l'homme, enfin, ne signifiait pas la reconnaissance de l'applicabilite des Conventions de Geneve dans les Territoires occupes. Tout acquiescement israelien a des demandes palestiniennes se trouvait ainsi immediatement reduit a n'etre qu'une coquille vide.

L'annonce par le gouvernement de MM. Rabin et Peres de sa decision de signer avec la centrale palestinienne un accord d'autonomie anticipee, d'entree se situe en rupture avec la position affichee a Washington et amene donc a s'interroger sur les intentions reelles israeliennes qui peuvent faire l'objet d'une double lecture.

Dans l'hypothese de l'honnetete des decisions affichees, Israel sauverait Yasser Arafat et, du coup, l'OLP de leur desastre politique, les portant au coeur d'une resolution politique de la question palestinienne; il s'agirait alors d'une rupture avec toute la strategie israelienne des vingt dernieres annees fondee sur une diabolisation de l'ennemi, alibi d'un ajournement de toute solution politique. Dans l'impossibilite de retenir pour facteur explicatif un soudain humanisme de l'occupant, force est de constater que rien ne semble justifier un tel retournement.

1 - Aucune menace ne se dessinait de la part des Palestiniens: l'intifada appartenait au passe et la violence individuelle, coupee de tout projet politique institutionalise, pouvait etre contenue dans les limites du supportable pour un Etat qui n'avait jamais recule a conjuguer repression et corruption. L'OLP connaissait un affaiblissement structurel jamais atteint jusque la; sa volonte de negocier, affichee depuis longtemps mais toujours demeuree sans reponse positive, n'avait pas laisse place a derive terroriste institutionnalisee. Le leadership traditionnel de Hamas, enfin, dans un souci prioritaire de survie en tant que mouvement de reislamisation avait toujours contenu son engagement anti-israelien dans les limites des necessites liees a la preservation de sa legitimité politique; Israel avait su s'en accommoder, pour, d'une part, diviser l'OLP et, d'autre part redonner cohesion a une societe destructuree par son occupation; le passage a la resistance armee etait le fait de groupuscules autonomes, Israel le reconnaissait, aux operations couvertes a posteriori par un commandement politique decide a prendre la place l'OLP; cette operation reussie, tout laisse penser que Hamas aurait retrouve une bonne part de son quietisme d'antan, dispose a negocier son insertion dans toutes les situations afin d'y preserver les droits de l'islam.

2 - Aucune menace d'ordre militaire ne se dessinait de la part des Etats arabes. Depuis longtemps deja, la Syrie avait multiplie les preuves de franchise dans sa volonte a parvenir a un accord negocie, la derniere en date ayant ete fournie lors de la recente operation israelienne au Liban avec le controle renforce du Hezbollah. La seule menace reelle, l'Irak, avait ete ecrasee lors de la guerre du Golfe. Les Scud de Saddam Hussein, certes, avaient rappele la ruine de la notion spatiale de "profondeur strategique", faisant d'un accord politique la meilleure garantie de la securite; mais l'etat-major israelien, depuis des lustres, en avait deja fait la critique.

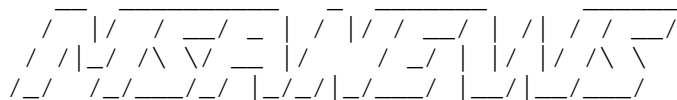
3 - Aucune pression politique ne s'exerçait de la part d'une administration americaine plus que jamais acquise aux idees israeliennes.

Le caractere surprenant de l'accord (un haut responsable du Departement d'Etat a meme fait etat de son "ebahissement") et sa totale contradiction avec la politique traditionnelle de l'Etat hebreu, laisseraient malheureusement avancer une seconde interpretation des intentions israeliennes conforme, quant a elle, a l'histoire des decennies recentes: l'annonce de l'imminence d'un accord -meme le debut de sa mise en oeuvre dans la seule Bande de Gaza (l'accord entend, en effet, que Jericho ne viendra qu'en seconde etape)- ne serait qu'une manoeuvre visant a faire sauter le dernier verrou empechant la signature des accords quasi finalises entre Israel, d'une part, Syrie, Jordanie et Liban, d'autre

part; depuis longtemps deja, il etait clair que seul le dossier syrien constituait une reelle priorite pour les Israeliens. L'episode actuel n'aurait alors servi qu'a saper la cohesion arabe en permettant la signature d'accords separes avec les Etats de la region; avivant les tensions internes a l'OLP, il permettait d'accéder a une seconde etape durant laquelle Israel n'aurait plus qu'a brandir l'incapacite de l'OLP a mener a bien la negociation des details de l'autonomie ou du statut final, comme d'eventuelles violences declenchees a Gaza deja autonome, et a retrouver sa politique traditionnelle de refus dans le dossier palestinien. De meme que l'Egypte de Moubarak s'etait abstenue se denoncer le traite de paix lorsqu'Israel avait decide de regler le compte de l'OLP au Liban, de meme peut-on penser que les nouveaux signataires de la paix s'abstiendront d'agir pour sauver une organisation qui, de toutes facons, avait negocie derriere leur dos. Les Palestiniens, quant a eux, abasourdis abandonneront vraisemblablement l'OLP pour l'islamisme, dans un dosage subtil de discours radical mais de pragmatisme politique comme les Freres musulmans de l'avant intifada avaient si bien su en profiter. Mais une question demeure: pour combien de temps?

Jean-Francois Legrain

CNRS/Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain, Amman. Auteur de Les Voix du soulèvement, Le Caire, CEDEJ (BP 494, Dokki), 1991.



Views expressed on MSANEWS do not necessarily represent those of the MSANEWS editors, the Ohio State University or any of our associated staff and "watchers". Please obtain the necessary permission of the authors or rightful owners before forwarding any material to this list. Further distribution of material featured on this list may be restricted. In all cases, please obtain the owners permission before forwarding any items. This service is meant for the exchange of analyses and news, for both academic and activist usage. We depend on your input. However, this is not a discussion list. Thank you.

To subscribe, send e-mail to: <listserver@lists.acs.ohio-state.edu> with the message body "subscribe MSANEWS Firstname Lastname". To unsubscribe, send e-mail to the above address, with the message body "unsubscribe MSANEWS".

MSANEWS Home Page: <<http://www.mynet.net/~msanews/>>
 Comments to the Editors: <msanews-ed@faith.mynet.net>
 Submissions for MSANEWS: <msanews@faith.mynet.net>
 Problems with subscription: <msaosu@postbox.acs.ohio-state.edu>
